



LES AMIS DE LA TERRE MIDI PYRÉNÉES

22, place du Salin 31000 TOULOUSE

Tél-rép-fax : 05 61 34 88 15

Courriel : midipyrenees@amisdelaterre.org

sites : www.amisdelaterre.org et <http://amisdelaterremp.free.fr/>

LA FEUILLE VERTE

Février-Mars 2013

n° 233

Participation: piège à C... !!??

par Dominique Gilbon

Télérama, qui n'est pas vraiment un périodique révolutionnaire, dénonce, dans son dernier numéro du 26 janvier, "ces débats publics qui sont des leurre". Sur la couverture, entre le préfet, l'élu et la matraque, le citoyen revendique le droit de s'exprimer : "On a notre mot à dire" (pour Notre-Dame-des-Landes, les nouvelles énergies, les médicaments, la malbouffe, etc...). Le peuple crie : "Élus, on est là!" à un "politique" qui, sur son piédestal, soigne plus sa prestation que l'écoute de la population.

Nous, les Amis de la Terre Midi Pyrénées, disons cela depuis trop longtemps. Eh bien maintenant nous en sommes à dire : "Élus, on est las de vos commissions qui, comme vos grands projets, sont inutiles voir nocives car elles nous bouffent notre temps précieux de militant. Élus, on est las... de vos réunions qui ne servent à rien, de vos consultations où s'enrichissent les bureaux d'étude alors que vous réduisez les moyens donnés aux associations. Élus, on est las... des grandes manœuvres de votre démocratie malade où, même quand elle est critique, notre participation cautionne vos décisions que nous dénonçons. Techniciens et technocrates, DRIRE, DREAL, etc...on est las de votre opacité, parfois de votre arrogance. » Ce même 26 janvier, la Dépêche titre : "Catastrophe d'AZF: l'État condamné...!!". "L'Etat est en partie responsable de la catastrophe d'AZF pour ne pas avoir suffisamment surveillé l'usine", carence fautive qui devrait faire prendre conscience aux services de l'Etat qu'ils sont bien souvent plus prompts à protéger les exploitants qu'à être attentifs aux associations.

Soirée-débat

« Fukushima, un silence coupable »

avec Daniel Roussée et Marc Saint-Aroman,
administrateurs au Réseau Sortir du nucléaire

Projection de 3 témoignages de victimes (réalisé par Alain de Halleux), point sur la situation à Fukushima, perspectives de résistance et d'opposition au nucléaire en France.

Mercredi 13 février

salle du Sénéchal à 20h30

17 rue de Rémusat - Toulouse

entrée libre / soirée organisée par les ATMP

« Dites-nous, messieurs, qu'est-ce qui serait différent si nous n'étions pas là dans vos débats où tout est déjà ficelé?? Qu'est-ce qui aurait changé dans vos décisions si nous n'étions pas venus à ces réunions où notre présence n'est pas obligatoire ?? C'est pour afficher des valeurs démocratiques alors que vous

n'êtes même pas capables de réunir, ni de faire vivre dans vos communes, communautés de communes et syndicats, les Commissions Consultatives des Services Publics Locaux (CCSPL) légalement obligatoires, sous peine de voir vos décisions annulées par le tribunal administratif... Quand ces commissions se tiennent, il n'y a pratiquement jamais de compte-rendu qui soient transmis aux élus qui délibèrent pour instruire leurs décisions... Alors à quoi sert cette consultation ..???

Pendant que j'écris ces quelques mots, "Interception" sur France Inter diffuse un reportage sur Lydia et Claude Bourguignon qui déclarent : "Ça fait 20 ans qu'on galère...!" (NDLR: ces deux agronomes ayant quitté l'INRA galèrent « au chevet de la terre »). Aujourd'hui, les médias ont une autre écoute de ces "écologistes marginaux" et sont moins dédaigneux que nos élus. Ils écoutent au moins les citoyens qui se bougent et ils relaient dans plusieurs émissions et débats les points de vue qui sont les nôtres. Les collectivités locales écoutent-elles ces émissions ?? Ce que dit la presse les rendent-elles plus promptes à nous accompagner quand nous demandons des comptes, que nous formulons des avis, que nous nous rendons disponibles pour travailler sur ce sujet difficile et délicat qu'est l'avènement d'une démocratie nouvelle où la notion d'utilité publique sera remplacée par la prise en responsabilité partagée du "bien commun"...? Est-ce que les médias sauront exprimer notre lassitude ?

Nous avons le sentiment que nous n'avons plus de temps à perdre et notre participation à vos réunions risque de se faire de plus en plus discrètes. A suivre...

AZF : l'Etat condamné pour faute

par Rose Frayssinet

Ce 24 janvier 2013, la Cour administrative d'Appel de Bordeaux a reconnu « la responsabilité de l'Etat pour faute commise dans sa mission de surveillance des installations classées dans l'explosion de l'usine AZF survenue à Toulouse le 21 septembre 2001 »

Belle victoire pour les adhérents de l'association *Plus jamais ça* qui menaient le combat depuis 7 ans. Débutés en première instance au Tribunal Administratif de Toulouse, ils avaient persévéré en allant en appel. Le jugement vient donc de leur donner raison, relevant que « les services de l'Etat chargés de l'inspection des installations classées ont fait preuve de carences dans leur mission de contrôle en ne détectant pas ou en s'abstenant de sanctionner les défaillances visibles et prolongées de l'exploitant du site dans l'exploitation du bâtiment 221, où étaient entreposées depuis longtemps des quantités de nitrates excédant notablement le seuil de stockage déclaré et autorisé, qui n'était plus étanche, dont la porte ne fermait plus, et pour lequel aucun registre d'entrée et de sortie n'était tenu ». La cour constate par ailleurs : « S'il n'est pas certain qu'aucune explosion ne se serait produite en l'absence de faute commise dans la surveillance du bâtiment 221, il est établi que la mise en contact

du mélange explosif avec des produits qui auraient été stockés dans des conditions régulières, et dont la réactivité aurait été ainsi très inférieure, n'aurait pas eu les mêmes conséquences. Dans ces conditions, **la carence de l'Etat dans la surveillance de cette installation classée doit être regardée comme ayant fait perdre aux victimes une chance sérieuse d'échapper au risque d'explosion tel qu'il s'est réalisé et d'éviter tout ou partie des dommages qu'ils ont personnellement subis du fait de cette explosion. Eu égard à l'importante probabilité de survenance d'une explosion du seul fait du croisement de produits hautement incompatibles cette perte de chance est évaluée à 25 %** ».

Même si l'indemnisation évaluée est dérisoire (2500 €), le principe de **la condamnation des services de l'Etat fera jurisprudence**. Ces mêmes instances de contrôle auront ainsi, nous l'espérons, **un moyen de pression auprès des industriels pour les contraindre à réduire véritablement les risques à la source lors de la mise en place des PPRT (Plan de Prévention des Risque Technologiques)**. Nous ne manquerons pas de le rappeler dans les différentes réunions de concertation auxquelles nous participons.

OCCUPONS LES PORTES DE GASCOGNE !

Samedi 16 février - 10h00

Affirmons notre rejet de ce monde consumériste ! De ce monde en boîte ! Plantons des arbres, redonnons la place aux cultures vivrières ! Nous voulons des légumes, pas du bitume ! Rendez-vous sur le plateau de Ménude avec vos bêches, vos pelles !

Les Portes de Gascogne, ou récemment rebaptisées Val Tolosa, ce sont 40 hectares de terres agricoles menacées par un projet de centre commercial gigantesque, un de plus autour de Toulouse déjà saturée d'hypermarchés. Une des dernières ceintures vertes de l'agglomération sacrifiée pour une course toujours plus consumériste et productiviste, où comme à chaque fois on organise la bagnole, le béton et la grande distribution plutôt que les circuits courts, une économie solidaire de proximité, une agriculture naturelle créatrices d'emploi.

Action avec la participation de militant.e.s:
du Collectif "NON aux Portes de Gascogne", des Amis de la Terre
Midi-Pyrénées, d'EELV, et ... José Bové.

Deux bus sont affrétés au départ de Ramonville (métro - 8h 30)
pour se rendre sur les lieux. Contact tél. : 06.78.82.10.34

Obsolescence programmée : « Les dessous de la high-tech »

par Rose Frayssinet

Le 8 décembre dernier nous vous invitons à nous rejoindre pour une **action de rue** à Toulouse afin de dénoncer l'obsolescence programmée, en particulier des produits high-tech, et des conséquences que leur surconsommation, leur production, leur fin de vie, entraînent : destruction de l'environnement,

pillage des ressources, conditions de travail indignes, exportation des déchets. **Un grand merci à ceux qui sont venus nous soutenir malgré le froid**. Notre action a été très médiatisée et nous avons pu apporter ces informations mais aussi des solutions pour limiter la casse. Parallèlement les **Amis de la Terre France** finalisaient un nouveau site www.dessousdelahightech.org. Y sont détaillés tous les points ci-dessus de façon ludique avec dessins, textes didactiques, vidéos de 2 à 4 minutes, très parlantes. Pour faire pression sur les politiques, n'oubliez pas de **signer la pétition !**

Et pour ceux qui n'ont pas Internet, un zoom sur un des volets que nous avons développés : **La surconsommation des produits high-tech qui dévaste la planète**

- **Nous vivons sur une planète finie, les ressources naturelles s'épuisent** : avec une croissance de 2% par an, les réserves d'indium et d'étain seront épuisées en 10-20 ans, celles de cuivre, plomb, nickel, argent, zinc, en 30 ans, le fer et l'aluminium en 70-80 ans. Programmés pour être rapidement obsolètes, les gadgets électroniques, ordinateurs et téléphones portables, smartphones, appareils photos, écrans LCD... contiennent de nombreux métaux.

- **L'extraction de ces métaux est consommatrice de ressources naturelles aux lourdes conséquences environnementales, et sociales.**

Le lithium, un nouvel or blanc pour les industriels, mais une nouvelle calamité pour les communautés locales. Les principales sources pour les batteries au lithium se situent au **Chili**. Le lithium est extrait dans le désert d'Atacama qui est un des plus arides au monde. Or l'extraction du lithium nécessite d'importantes quantités d'eau. Cette eau prélevée dans la nappe phréatique, elle n'est ni récupérée ni réinjectée. Cette pression autour de la ressource en eau menace les populations et tout un écosystème très fragile.

Les terres rares : l'hypocrisie des pays développés. Il existe de nombreux gisements de terres rares mais leur extraction est difficile, coûteuse et extrêmement polluante : destruction sévère de la végétation ainsi qu'une dégradation importante des sols et de la qualité des eaux. Les pays développés ne veulent pas de ça chez eux. La **Chine**, qui détient 37 % des réserves mondiales, contrôle 97 % de leur exploitation.

Le coltan, dont on extrait le tantale : en raison de l'explosion de la demande, le tantale est deux à trois fois plus rentable que l'or. Le coltan est majoritairement présent en **Afrique centrale**. Son exploitation, souvent illégale est une des raisons des affrontements en République Démocratique du Congo. Elle a entraîné déforestation, déplacement des populations, abandon des activités agricoles et d'élevage, abandon scolaire, inflation des prix alimentaires, travail des enfants de 12 ans voire 10 ans. Cette exploitation s'accompagne aussi de très graves atteintes à l'environnement.

L'étain exploité sur l'île de Bangka en Indonésie a de lourds impacts environnementaux et sociaux. Accaparement des terres agricoles et des forêts, dégradation des récifs coralliens et déplacements des communautés locales. Les mines d'étain ont détérioré 65% des forêts et 70% des récifs coralliens et contaminé 15 rivières. Utilisé principalement dans le secteur de l'électronique pour les soudures des composants, notamment dans les smartphones, son exploitation met en péril l'accès à l'eau potable de la moitié de la population d'**Indonésie**.

Quelques chiffres :

- 16 kg de matières premières sont nécessaires pour produire une puce de 1 gramme;
- 1 téléphone portable peut contenir plus de 40 métaux différents ;
- 40 téléphones portables contiennent autant d'or que 1t de minerai extrait d'une mine d'or;
- aujourd'hui les cartes électroniques contiennent plus de 45 métaux contre 10 en 1980.

LGV : un projet du XX^e siècle ... mais nous sommes au XXI^e, messieurs les élus !

par Pierrette Thirriot

Comme un soupçon de doute :

"Le projet GPSO (Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest) sera reporté à une date indéterminée pour, je le crains, une cure durable de congélation" (Gilles Savary - Elu PS de Gironde, membre de la commission 21 pour le développement durable (journal Sud Ouest 20/12/2012)

Il est pathétique d'observer l'acharnement désespéré de nos élus divers, en tête desquels les Présidents des Régions Aquitaine et Midi-Pyrénées, rêvant d'un projet qui naquit au siècle dernier, le siècle de la "Grande Vitesse", de la "Croissance", gage d'un avenir radieux pour tous grâce à une économie florissante, la disparition du chômage, de la pauvreté, des SDF.. tout cela à la vitesse GRAND V. On ne fera pas l'injure à nos élus d'insister : la réalité est bien différente de la fiction.

Bien entendu devant l'entêtement déraisonnable des élites les citoyens-contribuables ont bien le droit de s'interroger, car ce projet est fort coûteux, les finances du pays et des régions sont dans le rouge et les contribuables que l'on ne consulte jamais s'emparent à leur tour de cette affaire, l'étudient, la contestent et proposent une alternative crédible.

LE TEMPS: le mirage !

"Toulouse à 3 h de Paris" : RFF le proclama le temps d'une campagne publicitaire en gare de Toulouse il y a plus d'un an. 3 heures ? ce serait au mieux 3 h10, mais ne chipotons pas, et précisons que ces trois heures dix idéales ne seraient possibles qu'en cas de train sans un seul arrêt sur la ligne Toulouse/Paris, sans neige, sans canicule, sans grève etc.. Rejoindre la grande Métropole Régionale A TOUTE ALLURE est le rêve des élus de tous bords de Midi-Pyrénées. Pendant un temps l'enthousiasme régna, mais, réflexion faite, les uns après les autres, les Présidents de Conseil des départements refusèrent de mettre la main à leur porte-monnaie pour ce genre de projet mondain qui obsédait les grands élus des grandes métropoles mais les laissaient eux avec leurs difficultés sociales, TGV ou non.

Cependant, quelques résistants s'enferment : le Président Malvy (77 ans), le Président du Conseil Général de la Haute Garonne (bientôt 80 ans) le président du conseil général du Tarn-et-Garonne, inamovible patron du quotidien unique de la région, et quelques autres: les élus de la Ville de Toulouse, du Grand Toulouse, du Grand Montauban... Chacun donc apportera son obole dans la corbeille encore bien vide de la mariée à la belle ligne dont les prétendants avides veulent partager les charmes (VINCI étant invité à la noce puisque le projet est ce que les initiés appellent PPP (Partenariat Public-Privé), ce qui signifie que si la ligne est rentable, c'est la partie privée qui empochera les bénéficiaires, mais si elle ne l'est, pas ce sera le contribuable qui en paiera les déficits).

Des centaines de milliers de citoyens s'opposent à cet avenir périlleux et se sont aperçus qu'il y avait une autre solution pour foncer rapidement vers Paris : pour 15 minutes de temps de trajet supplémentaire, on réalise près de 6 milliards d'euros d'économies, on sauve 3 000 ha de terres fertiles, on protège les paysages et on préserve le silence dans les campagnes... Les agriculteurs ne veulent pas de l'argent qu'on leur offre, ils veulent garder leur exploitation, leur mode de vie. "RENOVONS LES LIGNES EXISTANTES". Tout de même, 6 milliards d'économie, cela ne se trouve pas sous le pas d'un cheval... mais les élus ne

veulent pas en entendre parler, ils disent que c'est une "proposition militante", donc à priori mauvaise ! Etc.

L'ARGENT: LGV contre TER

L'étude alternative de la rénovation des lignes existantes, commandée par le Président du Conseil Général du Lot-et-Garonne (PS) a fini par décourager les derniers départements qui hésitaient à participer au financement, en particulier le Gers et le Lot-et-Garonne. Les autres ayant déjà dit NON depuis des mois, sauf, comme nous l'avons déjà précisé, la Haute-Garonne et le Tarn-et-Garonne. Imaginez un voyageur du Lot qui pour aller "plus vite à Paris" ferait un détour de 148 km qu'il paierait bien sûr au rythme des augmentations du billet. Pas très attrayant !

Il filtre assez peu d'informations sur ce projet dans le journal unique; quelques articles mettent le doigt sur les zizanies du tracé de la ligne à grande vitesse. Le langage des sigles sert parfois à noyer le poisson et à semer la confusion.. Donc, les Toulousains sont censés être d'accord pour aller plus vite à Paris. Circulez y' a rien à voir.. vous êtes priés d'obtempérer. Or combien de voyageurs utilisent le TGV : 7% !! C'est-à-dire que les 93% des usagers s'offrent l'inconfort, les retards, les incidents, les grèves des TER, les caprices horaires des inter-cités ou leur suppression intempestive. L'augmentation du billet, elle, sera par contre très égalitaire : 2,30% pour tous. C'est ce qu'on appelle "la répartition juste de l'effort" quel que soit l'inconfort. Quant aux prévisions de la facture finale : on dirait la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le boeuf... Elle gonfle, elle gonfle, elle va finir par éclater.

Nous pouvons d'ores et déjà vous donner quelques prévisions pour notre région. Nous ne pouvons pas vous dire par contre si une partie de cet argent est dans les caisses. Est-elle empruntée ? Auprès de qui ? Pour combien de temps ?? Tout cela reste flou.

Mais voici un schéma provisoire des frais :

Conseil Régional.....	1 269 millions d'euros
Conseil général Hte Garonne.....	948 "
Grand Toulouse.....	702 "
Conseil général Tarn et Garonne	39 "
Grand Montauban	33 "

Le chantier, s'il était entrepris, serait terminé à l'horizon de 10 ans. D'ici là, quelle sera l'inflation? Quelles seront les sommes à rajouter. Nul ne le sait. Aujourd'hui, nous en sommes à près de 3 milliards et l'Aquitaine est sollicitée pour autant voire plus. Voilà comment on arrive à une somme de 7,8 milliards aujourd'hui pour la ligne Toulouse Bordeaux, soit une augmentation de 169 % par rapport aux calculs de 2005.

On comprend mieux la manœuvre perpétrée par nos élus régionaux le 17 décembre et à huis clos : la commission permanente a voté à l'unanimité, sauf EELV, le dépeçage du plan rail pour les TER, afin d'en mettre une partie dans le panier percé de la LGV. La somme de 100 millions a été subtilisée pour différents besoins et en particulier l'achat du foncier pour le passage de la ligne, ce qui est illégal, pour plusieurs raisons : ce projet n'a pas été entériné par le Ministère des Transports, le Financement n'est pas assuré et l'enquête publique n'a pas eu lieu. Mais si on voulait toujours respecter la loi, on ne ferait rien n'est-ce pas ? Selon M. Marziani (délégué au transports du Conseil régional) les sommes transférées du plan rail seraient aussi utilisées pour mettre à 4 voies la portion Toulouse/St Jory sur laquelle passeraient les TER en attendant qu'y passe l'hypothétique TGV.

L'EMPLOI: peut mieux faire !

M. Yves Crosset qui fait partie de l'administration de RFF précise dans la revue "Millénaire" une intéressante remarque : « D'un côté, le monde des chercheurs de mon laboratoire constate que les effets structurants des infrastructures seraient en fait beaucoup plus faibles que prévu et qu'il ne fallait pas rêver sur les impacts en terme d'emplois ou de gain de PIB. De l'autre

côté, le monde de la décision publique a continué et CONTINUE encore à raisonner comme si une infrastructure de transport (canal, auto-route, TGV) était une corne d'abondance qui allait déverser sur le territoire tous les bienfaits que l'on peut imaginer »

Illustration

Le cas de Vendôme sur la ligne Bordeaux-Tours

- Promesse de 5.000 emplois en 1991

- Zone créée : 152 ha

Surface équipée : 56,6 ha

Surface en friche : 80 ha

Etablissements créés : 10

Salariés : 419 ..; au lieu des 5.000 rêvés.

LA SATURATION DES LIGNES : Gros mensonge !

En 2005, on prévoyait 3 millions de voyageurs de plus par an : on n'en entend plus parler. En 2005 on prévoyait la saturation à court terme des lignes à cause de la multiplication des TER, des trains de marchandises. Les TER sont deux fois moins nombreux que prévu; quant au fret, chacun sait que la SNCF le transporte surtout par... camions. La SNCF est le plus grand camionneur de France. Aujourd'hui RFF (Réseau Ferré de France) reconnaît que les lignes ne sont pas saturées, que toutes les prévisions se sont avérées surévaluées, mais persiste encore pour construire la LGV, enfant chérie des élus. Guillaume Pépy, PDG de la SNCF affirmait il y a quelques mois : « Ce sont les élus qui veulent des TGV, ce n'est pas la SNCF ». M. Pépy a jeté un froid lors de la dernière réunion sur le sujet des différents acteurs : le coût du tronçon Tours/Bordeaux sera de 10 milliards et non de 7 milliards comme prévu. C'est vrai que des espèces de tritons "militants" mettent des bâtons dans les rails... Ah! La nature qu'il faut respecter, "ça va commencer à bien faire"! Devant tant d'aléas, Mr le Ministre des transports F. Cuvillier, hésite, Mr le Ministre du Budget (J. Cahuzac) calcule, Mr le Président de la République louvoie, MM Malvy et Rousset s'agitent. Toulouse et Bordeaux cependant ne se portent pas si mal. Bien sûr il y a des difficultés comme ailleurs, mais ce ne sont pas les milliards jetés par la fenêtre d'un wagon à grande vitesse qui scelleront l'avenir radieux de la cité des violettes.

Si on veut succomber à la tentation de la vitesse et en même

temps concurrencer l'avion (un prétexte au projet TGV), rénovons les lignes existantes, supprimons les 120 passages à niveaux accidentogènes, gardons précieusement nos belles terres nourricières, pensons à nos descendants, eux auxquels nous léguons de maigres retraites et d'immenses dettes : ils nous remercieront.

LA RAISON, COMME LE COEUR COMMANDENT DE RENOVER LES LIGNES EXISTANTES.

Chaîne humaine nationale pour l'arrêt du nucléaire civil et militaire

Samedi 9 mars 2013 - 13h30 - Paris

« Reprenons en main notre avenir énergétique, formons une grande chaîne humaine pour encercler les lieux de pouvoir ! »

Aller-retour à 26 euros (bus associatifs) ou 40 euros (bus commerciaux) ; Départ prévu le vendredi soir 8 mars à 21 h à Toulouse devant superette bio « Grandeur Nature » (fin de l'Av. Jules Julien) retour le 9 mars au départ de Paris à minuit

Réservation obligatoire au 06 61 97 83 28 ou daniel.roussee@wanadoo.fr

Si vous ne pouvez pas vous déplacer et que vous souhaitez soutenir l'initiative, il est possible de faire un don (objet : « chaîne humaine ») auprès des Amis de la Terre Midi-Pyrénées

Plus d'infos : www.chainehumaine.org

Venir en jaune (couleur des antinucléaires), avec si possible un gilet de sécurité pour être voyant.

Réunions mensuelles publiques des Amis de la Terre Midi Pyrénées

Tous les 4^{ème} mardi de chaque mois : à 20h15 à la Mairie annexe du Pont des Demoiselles, 3^{ème} étage

7 av St Exupéry, Toulouse (entrée parking Casino) (Suivre le fléchage : accès par escalier, ou par la rampe du parking extérieur)

!!! en raison d'un changement du règlement de copropriété de l'immeuble (indépendant de notre volonté), les accès seront verrouillés à partir de 21h !!! Afin de ne pas trouver portes closes, ne soyez donc pas trop en retard ...

- 26 février : ZAC des « portes du Tarn », présentation d'un autre grand projet inutile
- 26 mars : projection-débat autour du film « Niger : la bataille de l'uranium »
- 13 avril : Assemblée générale au CASC, 10 bis rue du Colonel Driant, Toulouse

Mailing liste des ATMP : Pour s'inscrire, envoyez un e-mail à

«amisdelaterrep-request@ml.free.fr» avec comme sujet

« subscribe » (« unsubscribe » pour se désinscrire)

LA FEUILLE VERTE DES AMIS DE LA TERRE MIDI PYRENEES

Directeur de publication : Sébastien Sajas

Nouvel ISSN en cours

Mise en page, relecture, synthèse : Sébastien Sajas et Pauline R.

N°233 février-mars 2013

Imprimé par nos soins.

tél-fax-répondeur : 05 61 34 88 15

courriel : midipyrenees@amisdelaterre.org

COTISATION (*) : SOUHAITABLE : 33 € (ou plus si vous le désirez)

PETIT BUDGET : 10 € (ou davantage)

DONS (*) : (*) Déductible des impôts à 66%

(Abonnement inclus au journal des Amis de la Terre, La Baleine)

NOM.....PRÉNOM.....

DATE.....

ADRESSE.....

Tél : Courriel (en majuscules).....

MONTANT VERSÉ : MODE DE PAIEMENT : Chèque (à l'ordre des ATMP) Espèces Autre :

Centres d'intérêt : Abeilles, Aéroport, Agriculture-Jardin, Air, Alimentation bio, Arbres-Forêt, Climat, Déchets, Décroissance, Eau, Éco-construction, Éco-quartiers, Énergies propres, Espaces verts ou naturels, Gaz de schiste, Habitat bioclimatique, Montagne, Nano-Technologies, Nucléaire, OGM, Ours, Pédagogie, Pesticides, Piétons, Pollution hertzienne-Electromagnétisme, Risques industriels, Santé, Transports, Urbanisme, etc